

Violences Policières : une révolte anti-Macron est en train de gagner la police et ça peut très mal finir

By

Cheikh Dieng

-

5 décembre 2020

0

36

[Share on Facebook](#)

[Tweet on Twitter](#)



L'interview de trop? Assez tôt de le dire, mais ce qui est sûr, c'est que l'entretien qu'Emmanuel Macron a accordé au média Brut ce 4 novembre risque de lui coûter très cher car ayant déjà suscité une vive colère des policiers qui appellent ouvertement à casser les contrôles d'identité.

Que s'est-il passé? Sommes-nous en train d'assister à une révolte anti-pouvoir au sein de la police, exacerbée par l'Affaire Zecler qui a secoué le pays tout entier il y a moins d'une semaine? Des questions se posent et des réponses doivent très vite être trouvées pour éviter de basculer dans le chaos total.

En tout cas, ce qui est certain, c'est que les propos tenus par Emmanuel Macron lors de cette interview accordée à Brut ne passent pas, surtout quand il aborde l'épineuse question de la violence policière et les délits de faciès. Sur ce, le président a d'ailleurs déclaré : "aujourd'hui, quand on a une couleur de peau qui n'est pas blanche, on est beaucoup plus contrôlé [...] On est identifié comme un facteur de problème et c'est insoutenable".

Parlant de violences policières, Macron dira sans ambages : "Je n'ai pas de problème à répéter le terme de 'violences policières' mais je le déconstruis, car c'est devenu un slogan pour des gens qui ont un projet politique". Il affirmera haut et fort qu'il y a effectivement "des policiers violents" en France.

A peine terminée, l'interview connaît une médiatisation spectaculaire et les propos tenus par le président français ont suscité chez les forces de l'ordre une indignation brutale. Ces derniers n'ont pas hésité à répondre. Et la réponse sonne comme une véritable menace adressée au pouvoir.

En effet, ce 5 décembre, plusieurs syndicats ont condamné les déclarations du chef d'Etat et certains appellent ouvertement à ne plus contrôler les identités. C'est le cas notamment de la police nationale grand Est qui, dans un twitte posté ce samedi, n'a pas mâché ses mots : "Alliance appelle dès maintenant tous les policiers à ne plus faire de contrôles d'identité".

D'autres syndicats notamment Alliance PN dénoncent dans un twitte des propos "honteux". "Annonces présidentielles. La défiance de l'Etat vis-à-vis des policiers. Non, la police nationale n'est pas raciste et elle ne choisit pas sa délinquance. Monsieur Emmanuel Macron, c'est honteux. Le président aura la police qu'il mérite".

Il n'y a aucun doute que les propos tenus par le président mettent très mal à l'aise la police, la seule force qui, pour le moment, lui assure sa survie politique. La question à se poser est celle de savoir jusqu'à quand va durer cette loyauté de la police envers un chef d'Etat de plus en plus fragilisé, y compris dans son propre camp.

Une révolte est en train de gagner une partie de la police française et si rien n'est fait pour la briser, cela risque de très mal finir.